

**RECUEIL**

**DES**

**ACTES ADMINISTRATIFS**

**PREFECTURE DE LA REUNION**

**N° Spécial**

**18 Décembre 2017**

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**  
**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**N° Spécial Préfecture de la Réunion**  
**du 18 décembre 2017**

**SOMMAIRE**

<b>Arrêté</b>	<b>Date</b>	<b>PREFECTURE DE LA REUNION</b>	<b>Page</b>
SG/DCM/ BCLCI N° 2017-2619	30.11.2017	Arrêté portant modification des statuts du syndicat mixte de transports de la Réunion (SMTR) - Retrait du département.	3



PRÉFET DE LA RÉUNION

**Secrétariat général**

-----  
Direction de la citoyenneté  
et de la légalité  
-----

Bureau du contrôle de légalité et de la  
coopération intercommunale

**ARRETE n° 2619/SG/DCL/BCLCI du 30/11/2017**

**portant modification des statuts  
du syndicat mixte de transports de La Réunion (SMTR)  
-Retrait du département-**

**Le préfet de La Réunion  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5721-1 et suivants;**

**Vu le code des transports;**

**Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 15 et 94;**

**Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains;**

**Vu l'arrêté n°995/SG/DRCTCV/1 du 19 juin 2013 portant autorisation de la création du syndicat mixte de transports de La Réunion modifié par l'arrêté n°2150/SG/DRCTCV/1 du 19 novembre 2013, l'arrêté n°1324 /SG/DRCTCV/1 du 23 juillet 2015 et n°2581 /SG/DRCTCV/1 du 29 décembre 2016;**

**Vu l'arrêté n°2578/SG/DRCTCV/2 du 29 décembre 2016 portant constatation du montant des dépenses résultant des accroissements et des diminutions de charges transférées par le conseil départemental de La Réunion au conseil régional de La Réunion en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;**

**Vu la lettre du 20 octobre 2017, par laquelle la présidente du conseil départemental demande au représentant de l'État, en application de l'article L5721-6-3 du code général des collectivités territoriales, d'autoriser le retrait du département du syndicat mixte de transports de La Réunion;**

**Vu l'arrêté n°2299 SG/DCL/BCLCI du 17 novembre 2017 portant modification des statuts du syndicat mixte de transports de La Réunion (SMTR) – Retrait du Département;**

**Considérant que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment ses articles 15 et 94 a supprimé la clause de compétence générale des départements et a prononcé le transfert aux régions des compétences départementales en matière d'organisation des services de transport routier non urbains et des services de transport scolaire, ce qui a pour conséquences de rendre sans objet l'adhésion du département de La Réunion au syndicat mixte de transports de La Réunion;**

**Considérant que les conditions de retrait prévues par les alinéas 3 et 4 de l'article L5721-6-3 du code général des collectivités territoriales sont ainsi remplies;**

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté n°2299 SG/DCL/BCLCI du 17 novembre 2017 est rapporté par les dispositions suivantes:

**Article 2** : Est autorisé le retrait du département de La Réunion du syndicat mixte de transports de La Réunion (SMTR). La liste des adhérents figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°995/SG/DRCTCV/1 du 19 juin 2013 modifié portant autorisation de la création du syndicat mixte de transports de La Réunion ainsi qu'à l'article 1<sup>er</sup> des statuts du syndicat est modifiée comme suit:

Sont membres du syndicat mixte de transports de La Réunion:

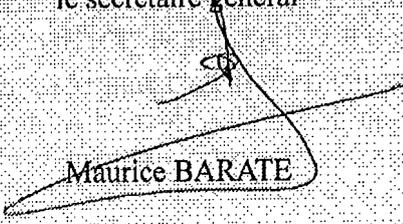
- la région de La Réunion,
- la communauté d'agglomération du sud (CASUD),
- la communauté intercommunale des villes solidaires (CIVIS),
- la communauté intercommunale Réunion est (CIREST),
- la communauté intercommunale du nord de la Réunion (CINOR),
- la communauté d'agglomération du territoire de la côte ouest (TCO).

**Article 3**: Les conditions financières et patrimoniales de ce retrait sont fixées par accord entre le syndicat mixte de transports de La Réunion, le conseil départemental de La Réunion et le conseil régional de La Réunion.

**Article 4**: Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de La Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et d'une notification au président du syndicat mixte de transports de La Réunion, au président du Conseil départemental, au président du Conseil régional, au président de la Communauté d'Agglomération du SUD, au président de la Communauté Intercommunale du NORd de La Réunion, au président de la Communauté Intercommunale Réunion EST, au président de la Communauté Intercommunale des Villes Solidaires et au président de la Communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Maurice BARATE

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**DU**

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

**ISSN 0985 - 5955**

Pour toute correspondance, s'adresser à :

**PREFET DES HAUTS-DE-SEINE**

Direction des Affaires Juridiques et de l'Administration Locale  
Cellule CRD - DA - RAA

167/177, Avenue Joliot Curie  
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture  
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

**Directeur de la publication :**

Vincent BERTON

SECRETAIRE GENERAL

**PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE**

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : [courrier@hauts-de-seine.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.gouv.fr)

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>